



**COLLABORATION
COORDINATION
CONFÉDÉRATION**

RAPPORT ANNUEL 2015-2016

CRKN  **RCDR**

Canadian Research Knowledge Network
Réseau canadien de documentation pour la recherche

Le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) est un partenariat d'universités canadiennes qui se consacre à l'enrichissement du contenu numérique pour la recherche universitaire au Canada. Grâce à l'action concertée des bibliothécaires, des chercheurs et des administrateurs, le RCDR entreprend des initiatives à grande échelle pour l'acquisition de contenus et de licences en vue de mettre en place une infrastructure de connaissances et de recherche dans les universités canadiennes. Les chercheurs et d'étudiants des 75 universités membres du RCDR représentent plus de 1,2 million de personnes.

NOS MEMBRES

Acadia University
Algoma University
Athabasca University
Brandon University
Brock University
Cape Breton University
Carleton University
Collège militaire royal
du Canada
Concordia University
of Edmonton
Dalhousie University
École Polytechnique
de Montréal
HEC Montréal
Kwantlen Polytechnic
University
Lakehead University
MacEwan University
McMaster University
Memorial University of
Newfoundland
Mount Allison University
Mount Royal University
Mount Saint Vincent
University
Nipissing University
NSCAD University
OCAD University
Queen's University
Royal Roads University
Ryerson University

Saint Mary's University
Simon Fraser University
St. Francis Xavier University
The King's University
Thompson Rivers University
Trent University
Trinity Western University
Université Bishop's
Université Concordia
Université de Moncton
Université de Montréal
Université de Sherbrooke
Université d'Ottawa
Université du Québec
• École de technologie
supérieure
• École nationale
d'administration publique
• Institut national de la
recherche scientifique
• Télé-université
• Université du Québec
à Chicoutimi
• Université du Québec
à Montréal
• Université du Québec
à Rimouski
• Université du Québec
à Trois-Rivières
• Université du Québec
en Abitibi-Témiscamingue

• Université du Québec
en Outaouais
Université Laurentienne
Université Laval
Université McGill
Université Sainte-Anne
University of the Fraser Valley
University of Alberta
University of British Columbia
University of Calgary
University of Guelph
University of Lethbridge
University of Manitoba
University of New Brunswick
University of Northern
British Columbia
University of Ontario
Institute of Technology
University of
Prince Edward Island
University of Regina
University of Saskatchewan
University of Toronto
University of Victoria
University of Waterloo
University of Windsor
University of Winnipeg
Vancouver Island University
Western University
Wilfrid Laurier University
York University

TABLE DES MATIÈRES

4	Message de la présidente
5	Message de la directrice générale
6	Collaboration pour la promotion du savoir numérique
9	Expansion du contenu et des services offerts
12	Mobilisation des membres et des intervenants
15	Maintenir et renforcer la viabilité
18	Reconnaissance d'un membre
19	Planification stratégique
20	Conseil d'administration
22	Comité stratégique du contenu
24	Comité des finances et de la vérification
26	Groupes de travail
28	Personnel
29	Principaux résultats financiers
36	États financiers résumés

Réseau canadien de documentation pour la recherche

301 - 11 avenue Holland Avenue

Ottawa, ON K1Y 4S1

T : 613.907.7040

F : 866.903.9094

Message de la présidente

Le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) poursuit sa lancée en matière d'acquisition de licence de contenu et de pratiques de gouvernance pour appuyer l'infrastructure nationale de connaissances et l'aider à faire du Canada un chef de file de l'économie du savoir mondiale. Le travail mené par le RCDR pour tirer parti de la puissance collective des universités membres sur des projets de collaboration et d'acquisition de licences positionne de façon stratégique toutes les bibliothèques membres du RCDR au cœur de l'écosystème numérique érudit.

Tout au long de mon mandat au RCDR, les bibliothèques canadiennes sont restées à la merci des compressions budgétaires et de la baisse du pouvoir d'achat du dollar canadien. Ces menaces ont heureusement été en partie atténuées grâce au travail du RCDR, notamment à son projet des taux de change, à son expertise en acquisition de licence et aux options d'achat souples qu'il offre à ses membres. Le RCDR a élargi le débat au sein de l'écosystème des communications savantes par son leadership et le travail mené de concert avec plusieurs groupes de travail clés, dont le Groupe de travail sur le modèle de licence et le Groupe de travail sur la mobilisation des établissements. Je me réjouis à l'idée de voir évoluer au fil des prochaines années le travail mené par ces groupes au profit des membres du RCDR.

En tant que présidente de l'University of Calgary et présidente d'Universités Canada, je suis souvent étonnée de constater la spontanéité avec laquelle les bibliothécaires en chef collaborent, et je m'émerveille devant ce qu'ils sont parvenus à accomplir au sein d'organisations telles que le RCDR. Ce sera fort intéressant de voir ce que les douze prochaines années nous réservent en matière de collaboration.

Durant mon mandat de présidente, j'ai eu le plaisir de travailler avec la vice-présidente Carol Shepstone, le Conseil d'administration à l'efficacité redoutable, et la fantastique équipe de gestion dirigée par Clare Appavoo. Alors que mon mandat arrivera à sa fin en octobre 2016 à Halifax, c'est avec émotion que je penserai au travail que nous avons accompli au RCDR pour favoriser le savoir numérique et faire progresser l'infrastructure de recherche pour l'ensemble des membres du RCDR.



Mme. Elizabeth Cannon
Présidente et vice-chancelière,
University of Calgary
Présidente, Conseil d'administration du RCDR



Message de la directrice générale

En 2015-2016, le RCDR a franchi plusieurs étapes clés vers ses objectifs stratégiques, notamment : l'examen complet et la mise à jour du modèle de licence du RCDR, l'élaboration de l'Index des projets de numérisation du patrimoine canadien (IPNPC) avec le soutien de Bibliothèque et Archives Canada, le lancement d'une Trousse de mobilisation des établissements pour aider les membres à communiquer avec les intervenants sur le campus, la poursuite du partenariat avec Érudit pour étudier la possibilité d'adopter un modèle durable d'édition savante canadienne en libre accès, la collaboration continue avec la communauté des chercheurs en sciences humaines dans le cadre du projet INKE, et notre participation assidue à des initiatives internationales telles que SCOAP³.

Gérée de façon responsable sur le plan financier, l'organisation a réussi à enregistrer un modeste excédent budgétaire tout en obtenant de très bons résultats dans la négociation des principaux renouvellements, à la satisfaction du Conseil d'administration et des membres. À mesure que nous consolidons un peu plus notre offre de services fondamentaux en explorant la possibilité d'ajouter de nouvelles options souples dans les accords de licence et de prolonger les services de taux de change, nos membres continuent d'exprimer leur soutien et leur satisfaction pour le travail du RCDR. À la fois stable et efficace, l'équipe parvient à offrir un service rapide pour soutenir les membres dans un contexte où le contenu est de plus en plus cher et où la valeur du dollar canadien diminue.

Sous la direction de la présidente du Conseil d'administration, Elizabeth Cannon, le RCDR a étendu notre engagement à la communauté universitaire élargie, ce qui a permis de renforcer le profil de l'organisation tant à l'échelle nationale qu'à celle du milieu international des bibliothèques en démontrant notre capacité à collaborer de manière efficace pour faire progresser le savoir numérique. L'un des points forts de l'année a été la possibilité de collaborer avec l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) avec laquelle nous avons organisé conjointement notre assemblée générale annuelle en octobre à Ottawa.

Si l'on se tourne vers l'avenir, les membres ont accepté de prolonger les objectifs stratégiques actuels de deux ans. De nombreux membres du RCDR participent à une étude nationale visant à évaluer et à comparer l'utilisation des revues et ce que le corps professoral considère comme étant des revues de grande valeur, en s'inspirant du travail de Vincent Larivière et des bibliothèques de l'Université de Montréal. Je dirais pour conclure que Mme Cannon, qui termine son mandat en tant que présidente du Conseil d'administration, a été d'un grand soutien dans le recrutement du nouveau président qui lui succédera à la suite de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra au mois d'octobre à Halifax.

Je me réjouis de continuer à servir les membres du RCDR l'année prochaine.

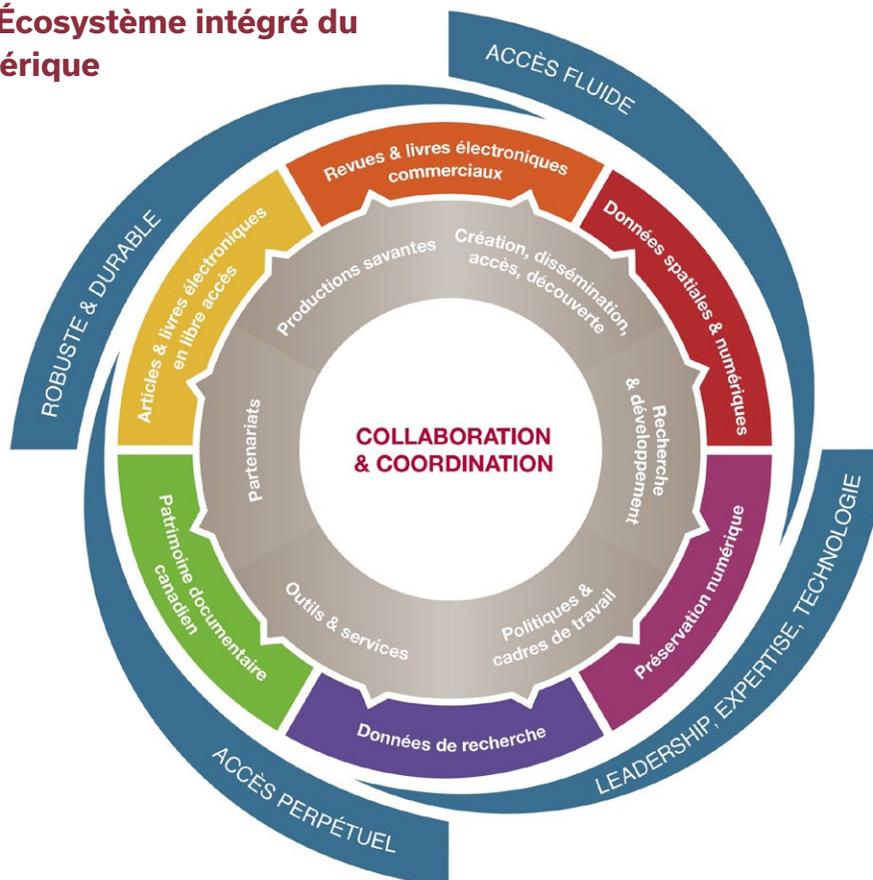


Clare Appavoo
Directrice générale

Collaboration pour la promotion du savoir numérique

La collaboration pour la promotion du savoir numérique continue d'être l'un des objectifs fondamentaux du Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) étant donné que l'écosystème du savoir numérique devient de plus en plus interconnecté. En 2015-2016, nous avons fait progresser l'objectif en poursuivant les travaux dans le cadre du projet Écosystème intégré du savoir numérique (EISN) grâce à la collaboration de Bibliothèques et Archives Canada (BAC) visant à élaborer l'Index des projets de numérisation du patrimoine canadien (IPNPC) et à notre partenariat continu avec Érudit à l'appui de l'édition savante au Canada.

Projet de l'Écosystème intégré du savoir numérique



Projet de l'Écosystème intégré du savoir numérique

L'Écosystème intégré du savoir numérique (EISN) est une initiative qui vise à faire avancer la recherche au Canada en expliquant la complexité du paysage numérique et en cherchant les possibilités d'aligner les intervenants principaux et les fournisseurs sur une série d'objectifs communs.

En 2015-2016, le RCDR s'est appuyé sur la phase 1 de la recherche pour faire avancer le projet EISN en élargissant l'inventaire des activités qui se déroulent dans l'écosystème et en étudiant des options pour élaborer une carte Web de l'écosystème du savoir numérique afin de faciliter la mise en contexte des groupes et des activités à l'intérieur de l'écosystème et de promouvoir la découverte de nouvelles occasions de coordination et de collaboration entre les bibliothèques universitaires au Canada. Les occasions pour le RCDR de participer à l'écosystème se présentaient sous la forme d'une collaboration avec BAC et du travail réalisé par le Groupe de travail sur la mobilisation des établissements (GTME) en vue d'élaborer la trousse de mobilisation des établissements.

Partenariat de collaboration pour appuyer l'édition savante au Canada

En 2015-2016, Érudit et le RCDR ont continué à collaborer afin de renforcer leur partenariat collaboratif qui encadre un nouveau mode de collaboration entre les éditeurs et les bibliothèques et aide à appuyer financièrement les éditeurs canadiens pour qu'ils puissent effectuer la transition vers un modèle entièrement en libre accès.

Les deux organisations ont eu l'occasion de décrire leur partenariat à diverses conférences internationales (LIBER et The Charleston Conference) et ont agi en tant que conférenciers invités dans le cadre des activités de la Semaine du libre accès de Couperin en France.

Le partenariat a attiré l'attention d'autres pays et organismes et a positionné les bibliothèques universitaires canadiennes comme initiatrices d'une norme internationale en matière de soutien novateur à l'édition savante.

Alors que le premier accord de partenariat se terminera à la fin de 2016, Érudit et le RCDR ont commencé à envisager les orientations pour l'avenir. Ces discussions mettent en cause divers intervenants, notamment le Public Knowledge Project (PKP) et l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC), en misant sur la force du partenariat actuel pour créer au Canada un milieu de l'édition savante axé sur la collaboration et la pérennité.

Bibliothèque et Archives Canada et le RCDR présentent l'Index des projets de numérisation du patrimoine canadien

En 2015, Bibliothèque et Archives Canada (BAC) a lancé le Programme pour les collectivités du patrimoine documentaire (PCPD), un programme de financement qui favorise l'épanouissement des collectivités des bibliothèques et des archives en développant leur capacité à préserver, à rendre accessible, et à promouvoir le patrimoine documentaire local.

Le RCDR a obtenu une subvention par le biais de ce programme en décembre 2015 afin de créer et de mettre en ligne un index de collections du patrimoine canadien numérisées qui sont conservées dans des bibliothèques universitaires, provinciales et territoriales du Canada. L'Index des projets de numérisation du patrimoine canadien (IPNPC), a été lancé et rendu accessible à l'adresse cndhi-ipnpc.ca.

Financé par BAC et le Réseau canadien de documentation pour la recherche, l'IPNPC vise à accroître la sensibilisation et l'accès aux collections du patrimoine numériques du Canada en vue de soutenir la recherche universitaire et de faciliter l'échange d'information au sein de la communauté du patrimoine documentaire canadien.

Le projet fait partie de l'Écosystème intégré du savoir numérique, un programme piloté par le RCDR depuis octobre 2013 et qui vise à expliquer la complexité du paysage numérique et à chercher des possibilités d'aligner les efforts des principaux intervenants et fournisseurs en fonction d'une série d'objectifs communs.

À l'heure actuelle, l'Index des projets de numérisation du patrimoine canadien (IPNPC) comprend 1109 collections provenant de 142 établissements et a été consulté par de

nombreuses personnes et partagé par des spécialistes du patrimoine documentaire et par des amateurs.

Collaboration à l'échelle nationale et internationale

Le RCDR continue de collaborer à l'échelle nationale et internationale en participant à plusieurs initiatives : il poursuit son engagement à l'égard de l'initiative internationale SCOAP3 pendant que le conseil d'administration travaille à la mise en œuvre de la phase 2 du projet et contribue à l'étude de la conversion à grande échelle des revues commerciales en participant à la réunion Berlin 12 - Libre accès à l'information scientifique et technique. À l'échelle nationale, le RCDR demeure déterminé à collaborer avec le Conseil de direction pour l'infrastructure numérique et avec des chercheurs en sciences humaines numériques par le biais de l'initiative Mise en œuvre d'un nouvel environnement du savoir (MNES).



IPNPC INDEX DES PROJETS DE NUMÉRISATION DU PATRIMOINE CANADIEN ENGLISH / FRANÇAIS

L'index des projets de numérisation du patrimoine canadien (IPNPC) est un index de collections du patrimoine canadien numérisées provenant des bibliothèques universitaires, provinciales et territoriales du Canada. Financé par Bibliothèque et Archives Canada et le Réseau canadien de documentation pour la recherche, l'IPNPC vise à accroître la sensibilisation et l'accès aux collections du patrimoine numériques du Canada en vue de soutenir la recherche universitaire et de faciliter l'échange d'information au sein de la communauté du patrimoine documentaire canadien.

Pour communiquer avec un représentant de l'IPNPC, veuillez envoyer un courriel à info@cndhi-ipnpc.ca

Des questions? Consultez la FAQ.

Inscrivez ici ce que vous cherchez

et/ou utilisez les filtres suivants

Titre de la collection

Titre du projet que vous recherchez

Établissement hôte

Établissement, ville, province

Description

Époque, lieu géographique, événement historique connexe

Mots-clés

p.ex. soins de santé, entrevues, histoire locale, etc.

Langues

Français, anglais

Type de support

Journaux, photographies historiques, cartes, etc.

APPLIQUER

Expansion du contenu et des services offerts

Aperçu des licences de contenu

Au cours de l'exercice 2015-2016, le RCDR a renouvelé 13 ententes de licence pluriannuelles pour le contenu relatif à la science, à la technologie et à la médecine (STM), et aux sciences humaines (SH).

Licences renouvelées :

- American Chemical Society
- Cambridge University Press
- Elsevier (Scopus)
- Institute of Physics
- Oxford University Press
- Royal Society of Chemistry
- Springer
- Thomson Reuters
- Wiley

Il convient de noter tout particulièrement le travail entrepris en vue d'intégrer plusieurs ententes de licence dans un nouveau modèle de prix fondé sur le système de bandes du RCDR. Le RCDR a aussi continué de faire fonction de point de contact national pour le projet SCOAP³ et a participé à plusieurs autres initiatives visant à promouvoir le libre accès et des modes d'édition différents.

Lancement de la nouvelle licence pour livre électronique des presses universitaires canadiennes

Le RCDR est heureux de continuer à appuyer la diffusion du contenu canadien par le biais d'une entente de licence pour les monographies

savantes publiées par des membres de l'Association des presses universitaires canadiennes (APUC). Le RCDR a été en mesure d'élargir une entente à l'échelle nationale qui repose sur l'excellent travail du Conseil des bibliothèques universitaires de l'Ontario (CBUO) et de l'APUC.

Hébergée au Canada sur le Scholars Portal, la licence se caractérise par une collection de livres électroniques numérisés provenant des presses universitaires suivantes :

- Athabasca University Press
- Institute of Social and Economic Research
- Les Presses de l'Université du Québec
- Les Presses de l'Université Laval
- Presses de l'Université de Montréal
- McGill Queens University Press
- Pontifical Institute of Mediaeval Studies
- University of Alberta Press
- University of British Columbia Press
- University of Calgary Press
- University of Manitoba Press
- Les Presses de l'Université d'Ottawa
- University of Regina Press (anciennement connue sous le nom de Canadian Plains Research Centre Press)
- University of Toronto Press
- Wilfrid Laurier University Press

Options de retrait

Cette année, à la demande des membres, le RCDR a négocié avec succès une clause « d'option de retrait » pour quelques licences. Les établissements dotés d'un budget suffisant pourront ainsi continuer de participer à une entente pluriannuelle même s'ils ont de l'incertitude quant à de possibles contraintes budgétaires dans l'avenir. Un établissement confronté à des réductions budgétaires marquées aura la possibilité de mettre un terme à sa participation à l'entente au cours de la deuxième ou de la troisième année du contrat.

Participation à la licence

Comme il fallait s'y attendre, et en raison de nombreux facteurs, y compris les budgets restreints des bibliothèques et le taux de change peu avantageux entre le dollar canadien et le dollar américain, le RCDR a constaté un taux de non-participation à plusieurs licences supérieur à la normale. De nombreuses bibliothèques ont entamé un examen en profondeur de leurs collections et sont susceptibles de faire d'autres annulations dans l'avenir. Le RCDR continue de surveiller l'évolution de la situation et fournit des outils et des services aux membres qui traversent cette période financière difficile.

Nouveau contenu

Suivant les recommandations du Groupe de travail sur la création de contenu (GTCC), le RCDR a mis en œuvre un processus pour l'évaluation du niveau général d'intérêt des membres envers de potentielles nouvelles occasions d'acquisition de contenu. Le processus comprend des formulaires normalisés pour la soumission d'occasions d'acquisition de contenu, autant pour les membres que pour les fournisseurs, ainsi qu'un sondage informel pour les membres afin de mesurer leur intérêt pour un produit donné. Plusieurs nouvelles occasions d'acquisition de contenu ont été saisies en 2015-2016.

Consultations des membres et communications

Les membres ont été tenus au courant de l'évolution des négociations et d'autres activités relatives aux licences par plusieurs moyens, notamment des messages affichés fréquemment sur les serveurs de listes de diffusion à l'intention des directeurs, des mises à jour sur les licences présentées dans le Bulletin d'information du RCDR, des résumés de toutes les réunions du Comité stratégique du contenu, ainsi que la tenue de diverses téléconférences auxquelles ont participé les membres tout au long du processus de renouvellement.

Le RCDR participe au projet Knowledge Unlatched

Au début de 2016, avec l'appui de la Fédération canadienne des sciences humaines, le RCDR a été en mesure de distribuer onze petites subventions afin de faciliter la participation des établissements membres au projet Knowledge Unlatched. Le modèle à libre accès utilisé par Knowledge Unlatched repose sur le principe voulant que de nombreuses bibliothèques se partagent le paiement des « droits d'un titre » (correspondent aux coûts de base de publication d'un livre) versés à un éditeur et obtiennent en contrepartie un livre en format PDF téléchargeable lié à une licence de Creative Commons sur les sites OAPEN et HathiTrust. Plus le nombre de bibliothèques qui participent à Knowledge Unlatched est élevé, plus le coût par bibliothèque de chaque titre « déverrouillé » diminue, résultant en un modèle de financement pour les monographies en libre accès où les bibliothèques travaillent ensemble au bénéfice de toute la communauté.

Le but du financement était d'inciter les établissements canadiens à contribuer à ce projet global. En plus des onze établissements qui ont bénéficié d'une subvention, dix autres établissements membres du RCDR ont participé en appuyant le projet, comme des centaines de bibliothèques de partout dans le monde.

Modèle de licence du RCDR

Les membres du RCDR ont compté sur le modèle de licence pour fournir des droits d'utilisation avantageux et des autorisations et pour protéger les ressources électroniques sous licence depuis 2001.

Le modèle de licence du RCDR fournit l'assurance à nos membres qu'il existe un minimum de normes auxquelles nous aspirons lors de la négociation de licences avec des fournisseurs, et que nous nous efforçons de faire en sorte que nos ententes reflètent les pratiques exemplaires dans la communauté des bibliothèques.

Bien que le modèle de licence ait subi des mises à jour périodiques mineures au fil des ans, le document n'a jamais fait l'objet d'un examen systématique et d'une mise à jour intégrale. En 2015, on a mis sur pied le Groupe de travail sur le modèle de licence (GTML) afin d'entreprendre un examen holistique de la licence et de la mettre à jour afin de refléter l'évolution de la concession de licence pour des ressources électroniques et les tendances futures escomptées.

Le Groupe de travail a adopté une approche consultative pour réaliser ses activités afin de s'assurer que les commentaires des membres du RCDR éclaireraient les changements à la licence qui seraient recommandés au Comité stratégique du contenu. Les commentaires des membres constituaient l'un des principaux facteurs orientant les activités du Groupe de travail, comme l'a été une analyse environnementale approfondie et un examen d'autres modèles de licence utilisés à d'autres consortiums et à l'échelle internationale, ainsi que des exemples de licences de fournisseur.

À partir de l'exercice 2016-2017, cette version la plus récente du modèle de licence du RCDR constituera la plate-forme standard sur laquelle toutes les licences du RCDR seront négociées et exécutées. Comme les communications savantes continuent d'évoluer et que les besoins des bibliothèques universitaires changent en conséquence, le modèle de licence du RCDR sera examiné et mis à jour de façon plus régulière afin de s'assurer que les ententes de licence du RCDR reflètent l'état des tendances en matière de concession de licence pour des ressources électroniques.

Mobilisation des organisations internationales de normalisation

Le RCDR cherche des occasions pour améliorer l'impact des membres sur le paysage de l'information. En 2015-2016, le RCDR a étudié la possibilité de deux nouvelles adhésions à des organisations internationales de normalisation afin d'offrir des occasions aux membres d'exprimer leurs points de vue sur les normes actuelles et nouvelles. Parmi les adhésions, on compte : la National Information Standards Organization (NISO), une association sans but lucratif accréditée par l'American National Standards Institute (ANSI) qui cerne, élabore, maintient et publie des normes techniques en matière de gestion de l'information, et le projet COUNTER (comptage de l'utilisation en ligne de ressources en réseau), une initiative internationale qui sert les intérêts des bibliothécaires, des éditeurs et des intermédiaires en établissant des normes qui facilitent l'établissement et la présentation en ligne de statistiques relatives à l'utilisation des ressources en ligne, et ce, d'une façon crédible, cohérente et compatible. Grâce à cette participation, les membres du RCDR sont maintenant en mesure de voter sur diverses initiatives de ces organisations et de contribuer directement à l'établissement des normes.

Mobilisation des membres et des intervenants

Le RCDR a recours à divers moyens pour mobiliser des membres afin de faire progresser les enjeux nationaux, d'échanger des nouvelles et de l'information et de favoriser l'échange avec les membres et parmi eux.

En 2015-2016, le RCDR a continué de tenir au courant les membres et d'autres intervenants des activités par le biais de canaux de communication tels que le serveur de listes de diffusion et le site Web. En outre, le RCDR a organisé des téléconférences pour 16 renouvellements de produit et a effectué plusieurs sondages à l'appui des activités du RCDR sur le plan des licences et des négociations. Le RCDR a également diffusé des mises à jour trimestrielles sur la situation financière aux responsables des finances des établissements membres. Le Bulletin d'information du RCDR a paru quatre fois au cours de l'année.

Le RCDR a également renforcé sa présence sur Twitter en doublant pratiquement le nombre de ses abonnés au cours de la dernière année. La présence du RCDR dans les médias sociaux favorise le recours à d'autres formes de communication en partageant les nouvelles de l'industrie et en contribuant aux discussions en cours d'évolution au sujet de l'accès au contenu et aux bibliothèques sur Twitter.

Revue annuelle des établissements

Afin de fournir des détails et des résultats sur les services offerts à ses membres, le RCDR a élaboré le quatrième volet de la Revue

annuelle des établissements, un tableau de bord personnalisé pour chacun de ses 75 établissements membres. La Revue comprenait l'historique sur six ans des dépenses et des cotisations, résumait les contributions individuelles à des programmes de contenu en particulier, décrivait les avantages de la négociation et de l'administration centralisées et présentait dans un ordiogramme le travail effectué par nos groupes de travail face à des enjeux de portée nationale. Les membres continuent d'apprécier l'efficacité de leur participation au sein du RCDR et la Revue annuelle des établissements a été utilisée en tout et en partie par les bibliothèques membres dans le cadre des discussions élargies tenues sur leurs campus.

Outil analytique sur la valeur des revues

Compte tenu de la réussite de la Revue annuelle des établissements, le RCDR continue de fournir des données et des renseignements améliorés par le biais de la quatrième version de l'outil analytique plus poussé sur la valeur des revues qui comprend des données de 2014. L'outil comprend des données sur l'utilisation au niveau du titre pour la plupart des revues visées par les renégociations au

cours de l'année (ACS, Cambridge Journals Online, IOP Journals, Oxford University Press Journals, RSC Journals, Springer Journals Wiley Online Library Journals) comme aide à la prise de décision sur le renouvellement. De plus, afin de préparer le renouvellement des contrats de Taylor & Francis Group (y compris les collections sur les sciences humaines, la science et la technologie et le domaine médical), une cinquième version de l'outil a été fournie aux membres en Mars.

L'assemblée générale annuelle du RCDR

L'AGA 2015 du RCDR, tenue conjointement avec l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) à Ottawa, a atteint un niveau record de participation. Les séances comprenaient des mises à jour sur des projets du RCDR et de l'ABRC, sur le droit d'auteur et sur le travail du Groupe de travail sur la mobilisation des établissements et sur le projet Écosystème intégré du savoir numérique (EISN). Les commentaires sur l'événement ont indiqué que la formule de la réunion conjointe a été bien accueillie, et indiquent aussi que l'événement demeure d'un grand intérêt pour le réseautage, l'éducation et la collaboration : 96 % des répondants à l'enquête d'évaluation se sont déclarés satisfaits de l'événement. L'AGA 2016 est en cours de planification et devrait avoir lieu du 18 au 20 octobre, à Halifax, en Nouvelle Écosse.



Dr Vincent Larivière livre d'honneur lors de l'AGA 2015.



L'AGA 2015, Réception du prix Ron MacDonald.

Trousse de mobilisation des établissements

L'accès à la recherche savante est essentiel à la réussite du Canada sur la scène mondiale de l'économie du savoir.

Le modèle actuel de l'édition commerciale menace cet accès en créant de sérieux défis pour les membres du RCDR puisqu'il vise à fournir un accès continu au contenu de recherches. Le Groupe de travail sur la mobilisation des établissements (GTME) a été mis sur pied dans le but d'élaborer une trousse de mobilisation destinée aux bibliothécaires membres visant à faciliter la communication avec les intervenants internes sur les questions relatives aux priorités dans les négociations et à déterminer dans quelle mesure les choix en matière d'édition et les

décisions relatives à la promotion ont des incidences sur l'ensemble de l'entreprise universitaire.

La trousse de mobilisation des établissements a été lancée en janvier 2016 et contient les documents suivants :

1. Introduction : les défis du monde de l'édition savante
2. L'évolution du prix des revues savantes
3. Contexte économique canadien
4. Audace : l'innovation dans le domaine des communications savantes
5. Problèmes de viabilité (PDF)
6. Comprendre les indicateurs de mesure du monde de l'érudition (PDF)
7. Modèles d'édition savante (PDF)
8. Glossaire des termes relatifs aux communications savantes (PDF)
9. Bibliographie sélective (PDF)
10. Faire preuve d'audace : Les enjeux liés à la viabilité dans le secteur des communications savantes (PPT)

Le Groupe de travail a également distribué aux présidents des universités canadiennes, en mai 2016, une lettre dans laquelle il les encourage à appuyer les efforts déployés par les bibliothécaires pour atteindre leurs objectifs, lesquels consistent à mobiliser les établissements en communiquant ces enjeux sur leurs campus.

Évolution du prix des revues savantes
La distribution en mode numérique de la recherche scientifique a rendu l'accès au contenu plus équitable au Canada, mais à quel prix?

Distribution physique

- Les prix étaient établis par titre.
- Les établissements négociaient avec les fournisseurs.
- Les établissements de petite taille ne pouvaient pas s'offrir tous les titres.

Distribution en mode numérique

- Les éditeurs n'ont aucun coût de distribution.
- Les universités ne sont plus limitées par l'espace sur les rayons.
- Les technologies numériques permettent aux chercheurs d'analyser, d'associer, de lier et de partager du contenu.

La « méga-entente »

- L'établissement d'une « méga-entente » a donné un accès illimité à la collection complète des éditeurs moyennant des frais annuels.
- Les universités ont formé un consortium afin de regrouper leur pouvoir d'achat.
- La méga-entente assure aux éditeurs une source de revenus régulière et prévisible.

Avantages

- Les universités de toute taille ont accès à un éventail de recherches plus vaste qu'avant.
- Une explosion du contenu numérique disponible permet aux chercheurs d'établir des liens entre des disciplines sans relations entre elles.

Défis

- La consolidation et le pouvoir de marché accrues de l'industrie de l'édition = rentabilité accrue.
- Les frais d'abonnement continuent d'augmenter plus rapidement que les budgets des universités et que l'inflation en général.
- Les méga-ententes sont de plus en plus difficiles à rompre, et il y a peu ou aucune solution de rechange acceptable.

Proposition de stratégie nationale

- Le Canada a besoin de stratégies novatrices applicables à l'échelle du pays.
- À court terme, nous devons nous munir de stratégies pratiques afin de protéger l'accès aux revues électroniques et aux bases de données.
- À long terme, nous avons besoin de nouveaux modèles organisationnels, d'affaires et de communications savantes pour répondre aux besoins d'information des chercheurs.

Le RCDR représente ces stratégies en réunissant des universités des dix provinces au Canada et des deux langues officielles, afin d'établir une base nationale pour l'acquisition du contenu de la recherche savante sous forme numérique.
<http://crkn-cdr.ca/fr/trousse-de-mobilisation-des-etablissements>

Maintenir et renforcer la viabilité

Au cours de sa brève histoire, le RCDR a compris son rôle qui consiste à offrir un soutien aux bibliothécaires et aux chercheurs des établissements membres et a veillé à disposer des ressources adéquates pour mener à bien son mandat. Le RCDR continue de veiller à ce qu'il dispose des meilleurs moyens pour exécuter son mandat, et ce, à tous les niveaux, notamment en optimisant l'utilisation des bénévoles, du personnel et des ressources contractuelles, afin de fournir une vaste gamme de services simplifiés et de grande qualité aux membres.

Capacité organisationnelle

Grâce au soutien de comités permanents et spéciaux, le RCDR tire parti du temps et du savoir-faire de sa communauté afin d'entreprendre des activités de gouvernance, de négociation et d'autres activités de collaboration. Plus précisément, le Groupe de travail sur le modèle de licence (GTML) (voir page 11) et le Groupe de travail sur la mobilisation des établissements (GTME) (voir page 27) se sont réunis au cours de l'année afin d'actualiser et d'élargir les modalités de négociation des licences du RCDR et de renforcer la position de négociation des bibliothécaires en mobilisant le soutien de leurs circonscriptions. Les deux groupes ont atteint de façon significative leurs objectifs au cours de l'année.

Au cours de l'année, le RCDR a continué à planifier la transition ordonnée des membres du conseil et du comité en prévision de l'échéance ou du renouvellement de certains mandats. On a également lancé le processus de préparation de la relève en vue du remplacement d'Elizabeth Cannon, Ph.D,

dont le mandat à titre de présidente du conseil vient à échéance en octobre 2016.

Le RCDR continue de bénéficier du temps que lui consacrent ses membres collaborateurs et de la diversité de leur expertise, et sa capacité à attirer et à garder des bénévoles de grande qualité demeure une source de grande force pour l'organisation.

Composition du personnel

Grâce au recrutement d'un agent de projets spéciaux affecté au projet EIS, le RCDR a été en mesure d'entreprendre des initiatives clés, dont l'établissement de la Trousse de mobilisation des établissements et la préparation d'une demande de subvention auprès de Bibliothèques et Archives Canada (BAC) en vue de l'établissement de l'Index des projets de numérisation du patrimoine canadien (IPNPC). On a également retenu les services d'un conseiller en communication contractuel au début de décembre afin de fournir un soutien et d'assurer la coordination des communications de haut niveau.

Le RCDR a également recruté deux stagiaires au cours de l'année; ainsi, un étudiant du secondaire a numérisé une bonne partie des archives papier du Réseau, et un stagiaire affecté aux services numériques a fourni un soutien à la tenue à jour du site Web et à l'organisation de l'AGA au cours de l'automne. La subvention obtenue de BAC a également permis de recruter un analyste de projets pour terminer le travail sur le site CNDHI-IPNPC.ca. Autrement, l'effectif a été stable au cours de l'année.

Maintenir la viabilité financière

Au cours des six dernières années, le Comité des finances et de la vérification et le conseil du RCDR se sont penchés sur le budget annuel de l'organisation dans le contexte d'un modèle financier pluriannuel. L'objectif demeure le même : harmoniser la planification financière avec le plan stratégique, renforcer la prise de décision et accroître la prévisibilité et la transparence pour les membres du RCDR. Plus précisément, l'approche budgétaire du RCDR est la suivante :

- Réduire la dépendance de l'organisme des produits de l'intérêt qui sont imprévisibles;
- Accroître les revenus tirés des cotisations et d'autres sources prévues et prévisibles sur plusieurs années;
- Réduire les coûts et éviter leur augmentation dans la mesure du possible;
- Puiser dans l'actif net non affecté à la série de budgets déficitaires à titre de mesure transitoire, selon les paramètres de la politique sur l'actif net non affecté du RCDR.

Le RCDR est heureux d'annoncer qu'il a enregistré un autre excédent budgétaire en 2015-2016. Il s'agit du deuxième excédent budgétaire suivant six années de déficits. Plus précisément, le RCDR a diversifié de façon significative ses flux de rentrées en 2015-2016 grâce à la subvention de BAC pour le projet d'IPNPC et à l'AGA 2015 tenue conjointement avec l'ABRC à Ottawa en 2015.

Bandes et cotisations

Le RCDR a poursuivi les communications auprès de ses membres en vue de la transition vers une nouvelle structure de bandes pour les cotisations qui entrera en vigueur en 2017-2018. Ces communications se sont déroulées dans un contexte favorable, car les membres ont également été informés d'une baisse des cotisations plus importante que celle prévue dans le plan pluriannuel.

Le personnel du RCDR continue de maintenir chaque année le système de bandes et a élaboré des procédures pour informer les membres lorsqu'ils sont près d'une frontière ou lorsqu'ils traversent une frontière entre des bandes.

Le projet des taux de change

La majorité du contenu obtenu sous licence par le RCDR continue d'être payé en dollars américains afin de fournir un meilleur pouvoir de négociation et d'éviter que des frais supplémentaires liés au change soient exigés par les fournisseurs. Le RCDR facture généralement les membres en dollars canadiens pour tous les contenus et s'est efforcé au cours des dix dernières années à améliorer le processus permettant de garantir des taux de change aux membres au moyen de contrats à terme – selon lesquels il s'engage à acheter une certaine quantité de devises américaines à une date ultérieure afin que les membres puissent être facturés correctement. Cette approche est efficace sur le plan administratif, mais elle ne fournit aucune garantie aux membres quant au risque de change inscrit dans les accords de licence du RCDR.

Depuis plusieurs années, le RCDR s'efforce d'offrir aux membres des options de change additionnelles pour le contenu le plus volumineux et comptant le plus grand nombre d'abonnés. Grâce à ce service, les membres peuvent autoriser le RCDR à personnaliser le taux de change pour leur établissement – en garantissant potentiellement le taux de change plus tôt dans le processus – ou en faisant des offres visant à miser sur une appréciation temporaire de la valeur du dollar canadien au cours d'une période de trois à six mois.

Compte tenu de la réussite du projet des taux de change précédent et grâce au soutien du Comité des finances et de la vérification et du Conseil d'administration, le RCDR a proposé de nouveau à ses membres la possibilité de participer au projet et de garantir potentiellement des taux de change pour deux des plus importants produits du RCDR facturés en dollars américains. Au total, 22 membres ont été choisis pour participer au projet, avec des engagements de plus de 14,3 millions de dollars américains dans le projet. Même après avoir tenu compte des frais du projet, celui-ci a permis aux participants d'économiser plus de 765 000 \$. De plus, pour la première fois, le RCDR a mis à l'essai un nouveau service permettant aux membres d'utiliser des comptes d'institutions établis en dollars américains et d'acquitter dans cette devise une partie de leurs factures dues au RCDR.

En janvier 2016, face au pire taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain, et à la recommandation du Comité des finances et de la vérification, le personnel a préparé un document et tenu des téléconférences destinés aux membres pour expliquer les effets cumulatifs de l'affaiblissement du dollar sur les membres et fournir des renseignements supplémentaires sur le projet des taux de change.

Reconnaissance d'un membre

Le Prix de reconnaissance pour services exceptionnels Ron MacDonald a été remis à Michael Ridley lors de l'assemblée générale annuelle de 2015.

Michael Ridley a été reconnu pour sa vision ainsi que le leadership et l'engagement dont il a fait preuve afin de favoriser l'atteinte des objectifs et de promouvoir l'infrastructure du savoir au bénéfice des membres du RCDR, y compris ses contributions au savoir numérique et à la profession de bibliothécaire en offrant des services et des solutions telles que la plateforme partagée Scholars Portal, au bénéfice des utilisateurs en Ontario et ailleurs. La participation de M. Ridley aux activités du RCDR s'étend sur plusieurs décennies. Son leadership et son soutien au sein du Conseil du RCDR et des comités ont contribué à placer l'organisme dans la situation estimée et saine dans laquelle il évolue aujourd'hui. M. Ridley a occupé le poste de gestionnaire de projet pour l'initiative d'Écosystème intégré du savoir (EIS); il a rédigé le premier rapport sur l'EIS, décrit l'écosystème actuel et offert au RCDR un grand nombre de recommandations importantes en ce qui a trait aux prochaines collaborations et contributions dans cet espace. Décerné pour la première fois en 2010, cet hommage rendu aux membres honore le regretté Ron MacDonald qui a contribué de façon déterminante à l'élaboration des programmes et services concertés du RCDR.



De gauche à droite : Rebecca Graham, Donna Bourne-Tyson, Michael Ridley et Elizabeth Cannon. La présidente du Conseil du RCDR d'Assemblée générale annuelle 2015, à Ottawa.

Planification stratégique

Les activités et l'élaboration du budget du Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) étaient encore dictées par les objectifs du plan stratégique de 2013-2016. Lors de l'Assemblée générale annuelle (AGA) 2015, les membres ont approuvé la prolongation du plan existant à 2018, en reconnaissance de la valeur continue des objectifs stratégiques actuels et pour aligner plus étroitement les cycles de planification stratégique quinquennaux communs aux établissements membres.

Le Conseil d'administration et les membres du personnel se sont réunis en janvier 2016 afin de tenir une séance de remue-méninges sur l'élaboration de tactiques nouvelles ou révisées qui cadrent avec l'environnement actuel, ce qui peut être considéré comme une mise à jour du plan stratégique élargi. Des rencontres sont prévues au printemps 2016 avec chacun des quatre consortiums régionaux du Canada en vue d'obtenir d'autres commentaires sur l'orientation stratégique élargie.

Une séance aura lieu dans le cadre de l'AGA 2016 afin de passer en revue les tactiques révisées de sorte que la nouvelle version du plan stratégique élargi soit adoptée pour la période de 2016 à 2018. Le RCDR poursuivra une planification stratégique quinquennale dans l'avenir.

Conseil d'administration

Elizabeth Cannon, Ph.D.

Présidente et vice-chancelière
University of Calgary

Larry Alford

Bibliothécaire en chef
University of Toronto

Lesley Balcom

Bibliothécaire universitaire
Université du Nouveau-Brunswick

Gwen Bird*

Bibliothécaire universitaire
University of Victoria

Christopher Callbeck*

Trésorier
Vice-président adjoint, Services
financiers et administratifs
Université du Nouveau-Brunswick

Carol Shepstone*

Vice-présidente
Bibliothécaire universitaire
Mount Royal University

Robert Clarke*

Bibliothécaire universitaire
Trent University

Trevor Davis*

Vice-président adjoint, Bourse et
engagement communautaire
Vancouver Island University

Daniel Godon

Directeur du Service de la bibliothèque
Université du Québec en Outaouais

Todd Mundle

Bibliothécaire universitaire
Kwantlen Polytechnic University

*Membre du Comité exécutif



Conseil d'administration

Janvier 2016

Rangée arrière, de gauche à droite : Lesley Balcom, Gwen Bird, Robert Clarke, Trevor Davis, Chris Callbeck, Todd Mundle, Larry Alford, Daniel Godon

Première rangée : Carol Shepstone, Elizabeth Cannon, Clare Appavoo

Comité stratégique du contenu

Le Comité stratégique du contenu du RCDR est créé par le Conseil d'administration en tant que comité permanent du Conseil et assume les responsabilités suivantes :

- Élaborer des moyens systématiques d'analyse des besoins avec les membres et d'en surveiller l'application, afin de mener des consultations utiles sur les priorités, les besoins et les spécifications des membres en matière de détermination, de négociation et de mise en œuvre des ressources électroniques et d'accès perpétuel à ces ressources ;
- Se tenir au courant des faits nouveaux dans le paysage de l'édition savante et des occasions éventuelles de promouvoir les intérêts des membres ;
- Définir les objectifs, les principes, les stratégies et les spécifications pour les négociations avec les fournisseurs et les négociations de libre accès et les accords de licence, et les recommander au Conseil, selon le cas ;
- Surveiller l'application par le personnel des stratégies de négociation convenues, aider le personnel chargé des négociations et lui servir de ressource, conformément aux objectifs établis par le Conseil d'administration ;
- Évaluer les résultats des négociations et mettre le Conseil au courant des progrès, des faits nouveaux, des problèmes et des conditions contractuelles en ce qui concerne les négociations ;
- Conseiller le personnel et l'aider à mettre en œuvre efficacement les accords de licence et l'accès (y compris, par exemple, la gestion des périodiques et les détails de l'accès perpétuel) ;
- Faire appel à la pratique professionnelle des membres découlant de leurs perceptions stratégiques et leur expertise des opérations pour appuyer la planification, la communication et la mise en œuvre des programmes du RCDR ;
- Travailler de près avec les autres comités pour aligner les divers objectifs en ce qui a trait aux droits de licence et au partage des coûts ;
- Mettre le Conseil et le personnel au courant des problèmes de politique et/ou de fonctionnement découlant des travaux du comité et pouvant exiger une délégation à un autre groupe ou des mesures à prendre ailleurs au sein de l'organisation ;
- Assumer les autres responsabilités que le conseil peut lui déléguer de temps à autre.



Rangée arrière : Monica Ward, Yanick Beaudoin, Dianne Keeping, Louise Moule, Lisa Petrachenko, Tony Horava, Peter Webster, Pamela Jacobs, Stéphanie Gagnon, Denise Koufogiannakis, Craig Olsvik

Première rangée : Todd Mundle, Clare Appavoo, Benoit Séguin

Todd Mundle, Président du Comité exécutif du contenu, Bibliothécaire universitaire, Kwantlen Polytechnic University

Benoit Séguin

Vice-président du Comité exécutif du contenu, Université du Québec à Trois-Rivières

Délégués du Conseil des bibliothèques universitaires de l'Atlantique (CBUA) :

- Elaine MacInnis, Dalhousie University (jusqu'à nov. 2015)
- Dianne Keeping, Memorial University of Newfoundland (depuis nov. 2015)
- Peter Webster, Saint Mary's University

Délégués du Conseil des bibliothèques universitaires de l'Ontario (OCUL) :

- Tony Horava, Université d'Ottawa
- Pamela Jacobs, University of Guelph

Délégués du Bureau de coopération interuniversitaire (BCI) :

- Christine Hiller, BCI (auparavant appelé la CREPUQ) (jusqu'à déc. 2015)
- Stéphanie Gagnon, Université de Montreal (depuis déc. 2015)
- Louis Houle, McGill University

Délégués du Council of Prairie and Pacific University Libraries (COPPUL) :

- Jo Anne Newyear Ramirez, University of British Columbia (jusqu'à janv. 2016)
- Denise Koufogiannakis, University of Alberta (depuis févr. 2016)
- Lisa Petrachenko, University of Victoria

Comité des finances et de la vérification

Le Comité des finances et de la vérification du RCDR est créé par le Conseil d'administration en tant que comité permanent du Conseil et assume les responsabilités suivantes :

- Conseiller le Conseil d'administration sur toutes les questions financières touchant le RCDR ;
- Recommander la nomination des vérificateurs ;
- Examiner l'étendue de la vérification et approuver les honoraires de vérification ;
- Recevoir les états financiers vérifiés du RCDR et déterminer s'ils sont présentés de façon raisonnable et conformément aux principes comptables, et si l'information fournie est suffisante, avant de les présenter au Conseil ;
- Recevoir et examiner le rapport annuel écrit du vérificateur ;
- Recommander le budget annuel au Conseil, y compris la cotisation annuelle ;
- Déterminer s'il y a lieu de réviser les budgets et faire des recommandations en conséquence au Conseil ;
- Donner des avis au Conseil sur des questions particulières concernant les exigences financières ;
- Examiner, au nom du Conseil, tous les contrats, ententes ou autres instruments touchant les affaires financières du RCDR qui doivent être présentés au Conseil, et faire des recommandations au Conseil sur les mesures à prendre ;
- Veiller à ce que le RCDR se donne un processus efficace pour bien harmoniser ses ressources financières avec ses orientations stratégiques ;
- Promouvoir la transparence et la responsabilisation dans toutes les activités financières et de planification du RCDR ;
- Assumer les autres responsabilités que le conseil peut lui déléguer de temps à autre.



Rangée arrière, de gauche à droite : Daniel Godon, Bernard Bizimana, France Paul, Trudy Pound-Curtis, Bill Kuurstra

Première rangée : Ken Blonski, Christopher Callbeck, Clare Appavoo

Membres – 2015-2016

Christopher Callbeck

Président et Trésorier
Vice-président adjoint, Services financiers
et administratifs
Université du Nouveau-Brunswick, campus
de Saint John

Bernard Bizimana

Directeur des services techniques et
informatisés
Bibliothèque Myriam et J.-Robert Ouimet
HEC Montréal

Daniel Godon

Directeur du Service de la bibliothèque
Université du Québec en Outaouais

France Paul

Directrice des services techniques, Service
des bibliothèques et archives
Université de Sherbrooke

Trudy Pound-Curtis

Vice-présidente adjointe, Finances et agente
des finances en chef
York University

Groupes de travail

Sous-comité de la gestion des périodiques

Relevant du Comité stratégique du contenu, le Sous-comité de la gestion des périodiques s'assure que les listes de titres et les applications de recherche relayée sont mises à jour collectivement et proactivement au moyen des meilleurs renseignements, pour le compte de tous les membres du RCDR.

Les membres du Sous-comité de la gestion des périodiques sont :

Linda Day Présidente
(jusqu'au 1er mars 2016)
Bibliothécaire des ressources électroniques,
University of Guelph

Sandra Wong Présidente
(depuis le 8 mars 2016)
Bibliothécaire des ressources électroniques,
Simon Fraser University Library

Janice Adlington
Coordonnatrice du développement
des collections,
McMaster University

Jennifer Richard
Coordonnatrice du développement des
collections, McMaster University

Lino Tremblay
Bibliothécaire des systèmes et des
ressources électroniques,
Université du Québec à Chicoutimi

Groupe de travail sur le modèle de licence

Relevant du Comité stratégique du contenu, le Groupe de travail sur le modèle de licence (GTML) a été créé au début de 2015. Le Comité stratégique du contenu avait comme mandat d'examiner systématiquement le modèle de licence du RCDR et d'en assurer la mise à jour afin qu'il reflète les normes et les pratiques exemplaires actuelles relatives à la mise sous licence de ressources électroniques. Le GTML a adopté une approche consultative pour réaliser ses activités en sollicitant la rétroaction des membres du RCDR à plusieurs étapes du processus d'examen dans le but de s'assurer que le modèle de licence qui en résulte réponde de façon adéquate aux besoins des établissements membres. Le Comité stratégique du contenu a examiné la version finale du modèle de licence en mars 2016 et l'a ensuite soumis à l'approbation du Conseil au cours de l'exercice 2016-2017.

Les membres du Groupe de travail sur le modèle de licence étaient :

Christine Hiller Présidente
Chargée de projet, Achats en commun, Bureau de coopération interuniversitaire

Scott Gillies
Chef des ressources d'information, University of Guelph

Harriet Rykse
Bibliothécaire en chef associé, Western University

Carol Stephenson
Bibliothécaire des projets stratégiques, Wilfrid Laurier University

Kumiko Vézina
Coordonnateur des ressources électroniques, Université Concordia

Patti Wilson
Bibliothécaire aux collections, University of the Fraser Valley

Groupe de travail sur la mobilisation des établissements

Relevant du Conseil d'administration, le Groupe de travail sur la mobilisation des établissements (GTME) a été créé en janvier 2015. Le GTME a pour objectif de mettre au point des documents à l'intention des membres servant à communiquer avec leurs intervenants internes sur les questions relatives aux priorités dans les négociations. Il vise également à mettre sur pied une campagne de communication destinée à sensibiliser les intervenants au sein et à l'extérieur du milieu universitaire et à obtenir leur appui.

Le GTME était composé d'un groupe diversifié de bibliothécaires, de chercheurs et d'administrateurs universitaires chevronnés choisis parmi les membres. Les membres du Groupe se sont réunis en personne, par téléconférence, et individuellement avec le personnel, afin d'atteindre ses objectifs. Le GTME a achevé ses travaux en mai 2016.

Les membres du GTME étaient :

Karen Grant, Ph.D. Présidente
Rectrice et Vice-présidente, Enseignement et recherche, Mount Allison University

Annie Bélanger
Bibliothécaire universitaire associée, University of Waterloo

Jean Blackburn
Bibliothécaire coordonnatrice des collections, Vancouver Island University

Constance Crompton, Ph.D.
Professeur adjoint, Sciences humaines numériques et anglais, Faculté des études créatives et critiques, UBC Okanagan

Richard Dumont
Bibliothécaire universitaire, Université de Montréal

Joy Johnson, Ph.D.
Vice-présidente, recherche, Simon Fraser University

Jennifer Love, Ph.D.
Professeure agrégée, Département de chimie, Faculté des Sciences, University of British Columbia

Jennifer Sowa
Directrice, communications et marketing, Bibliothèques et ressources culturelles, University of Calgary

Personnel



Rangée arrière, de gauche à droite : Ken Blonski, Nazia Bundhoo, Craig Olsvik, Yanick Beaudoin, Bill Kuurstra

Première rangée : Monica Ward, Clare Appavoo, Kimberly Silk

Ken Blonski

Directeur des opérations
Tél. : 613-907-7030
kblonski@crkn.ca

Nazia Bundhoo

Coordonatrice des services administratifs et des évènements
Tél. : 613-907-7036
nbundhoo@crkn.ca

Craig Olsvik

Agent principal – Contenu et licences
Tél. : 613-907-7033
colsvik@crkn.ca

Yanick Beaudoin

Agent des services aux membres et des licences

Bill Kuurstra

Agent financier
Tél. : 613-907-7037
bkuurstra@crkn.ca

Monica Ward

Agente principale – Contenu et licences
Tel: 613-907-7031
mward@crkn.ca

Clare Appavoo

Directrice générale
Tél. : 613-907-7029
cappavoo@crkn.ca

Kimberly Silk

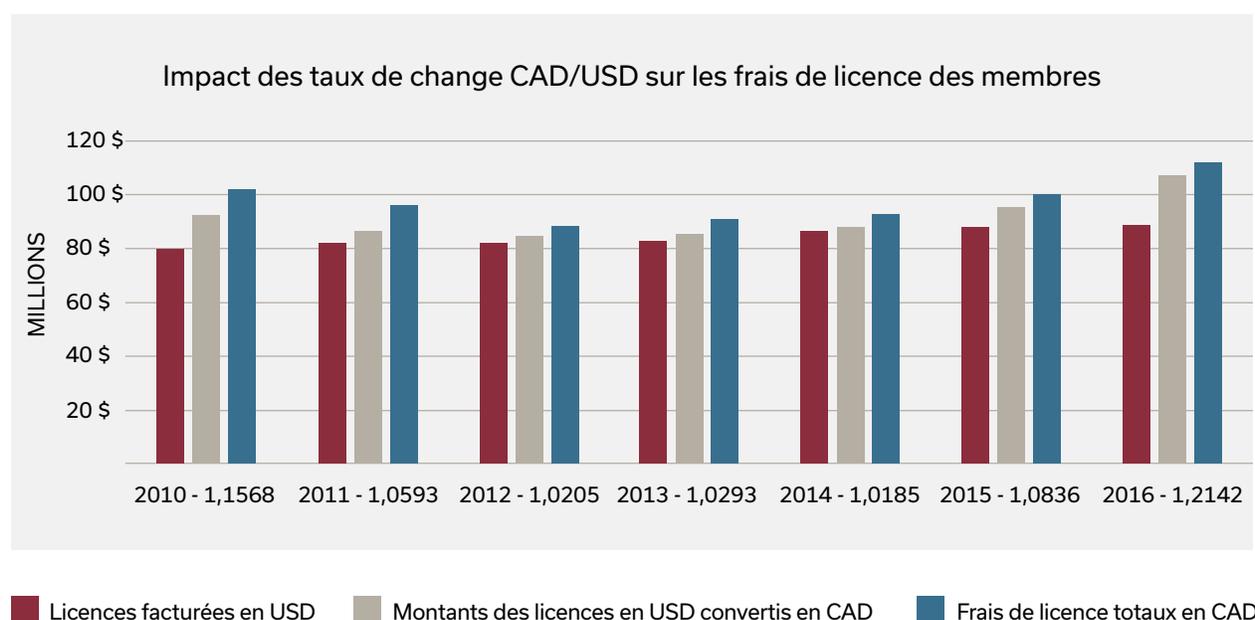
Agente de projets spéciaux - EIS
Tél. : 613-907-7034
ksilk@crkn.ca

Principaux résultats financiers

Frais d'octroi de licences et revenus

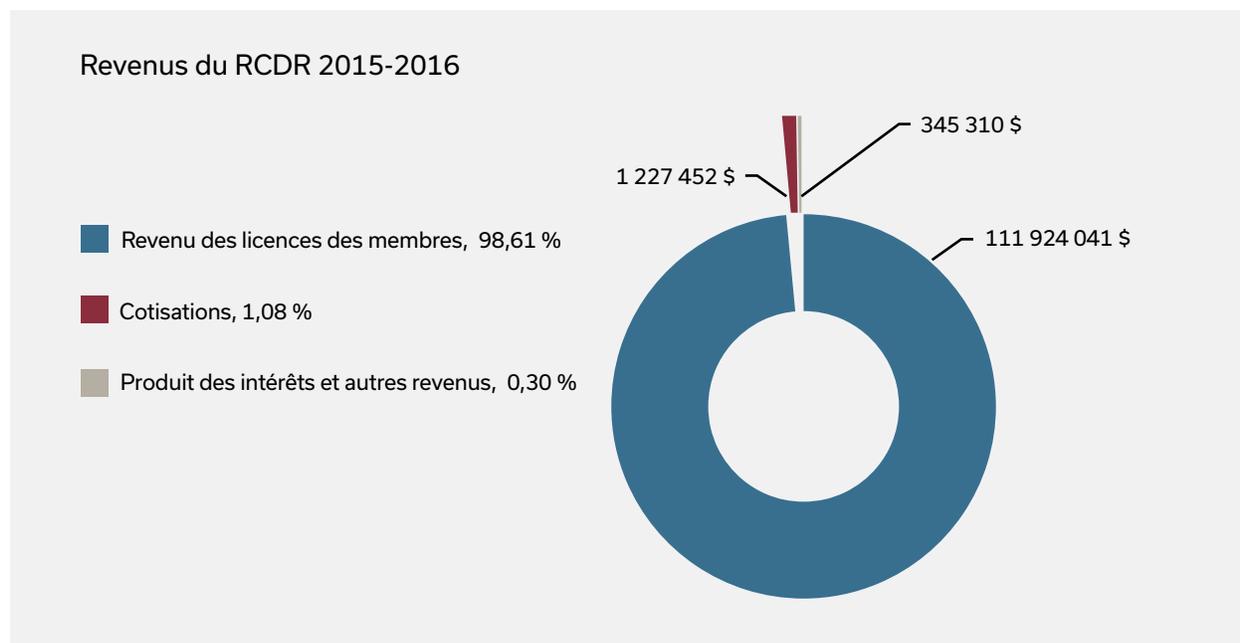
L'exercice 2015-2016 a été le plus dispendieux à ce jour sur le plan des licences pour le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR). Les activités de recouvrement des coûts pour l'octroi de licences menées par le RCDR ont permis, grâce aux revenus de près de 112 millions de dollars canadiens tirés des licences, de contrebalancer une somme similaire consacrée aux dépenses afférentes aux licences des membres. Le RCDR utilise les principes de la comptabilité d'exercice afin de veiller à ce que les montants des recettes et des dépenses liées à l'octroi des licences correspondent aux périodes visées.

Comme pour les années précédentes, étant donné que près de 95 % du contenu sous licence du RCDR a été acheté en devise américaine, les fluctuations de la valeur du dollar canadien ont eu des répercussions importantes sur les revenus que le RCDR tire des licences (et sur les dépenses afférentes aux licences des membres). Bien que le coût total des licences payées en devise américaine par le RCDR ait augmenté de façon graduelle, les fluctuations du taux de change ont ajouté un facteur de variation additionnel pour les frais de licences que les membres du RCDR ont eu à déboursier.



Revenus

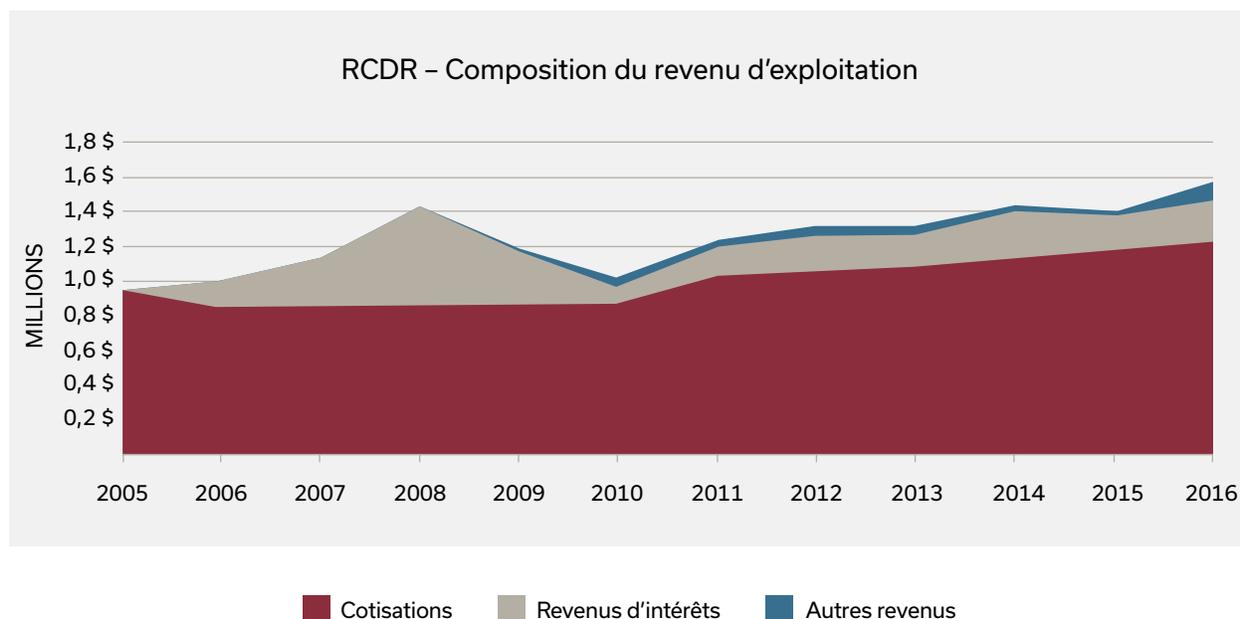
La majorité des revenus annuels du RCDR est attribuable à ses activités d'octroi de licences. Afin de soutenir ces activités et à la demande d'un grand nombre de membres, le RCDR a mis sur pied une administration économe et efficace. Les cotisations annuelles des membres du RCDR à elles seules sont insuffisantes pour soutenir le budget de fonctionnement du RCDR. Si le RCDR a pris des mesures pour réduire sa dépendance par rapport au revenu de placement instable, ce dernier est toujours nécessaire au fonctionnement actuel du RCDR.



Les revenus du RCDR pour l'exercice 2015-2016 ont atteint 113 millions de dollars, provenant des droits de licence pour le contenu, des cotisations et de revenus divers.

Les chiffres sont tirés des états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 mars 2016.

Revenues

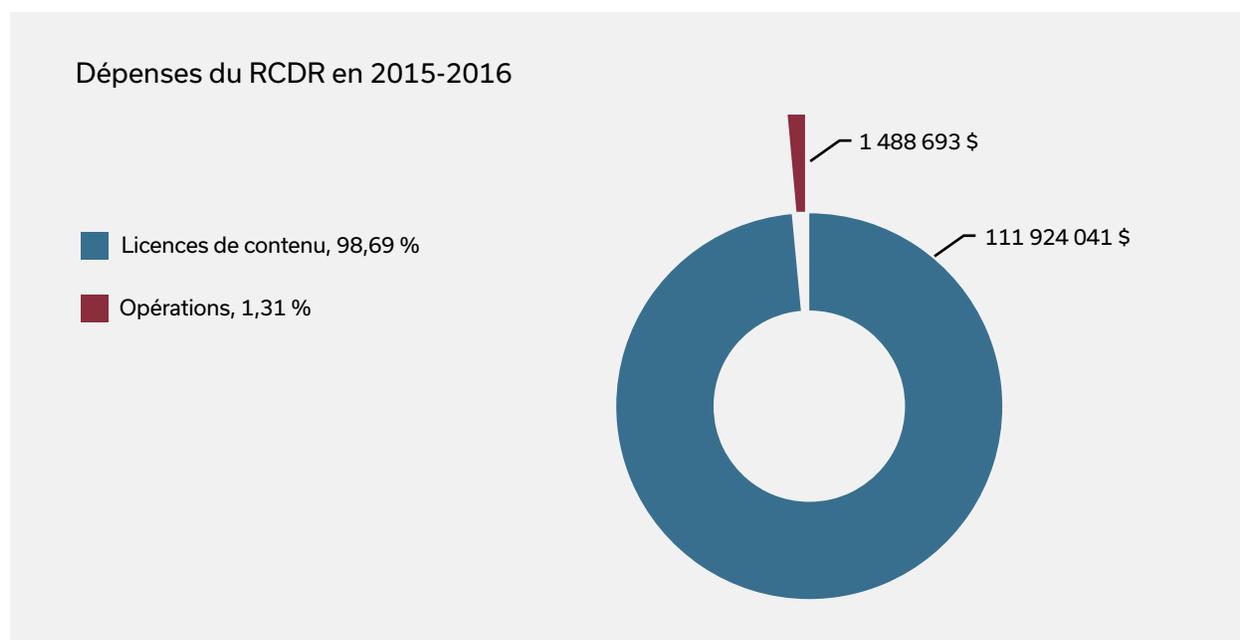


Au fil des ans, le RCDR a composé avec les contraintes associées à son modèle financier pluriannuel afin de limiter les coûts et d'augmenter les cotisations d'une manière mesurée et prévisible en vue de revenir à un budget rentable et équilibré. Le RCDR a largement dépassé ses cibles de revenus d'intérêts pour chacune des deux dernières années. Même si le RCDR a réussi à diminuer la dépendance de son budget à ces revenus d'intérêts imprévisibles, les cotisations demeurent à elles seules insuffisantes pour payer ses frais d'exploitation usuels.

Chiffres tirés des états financiers vérifiés.

Dépenses

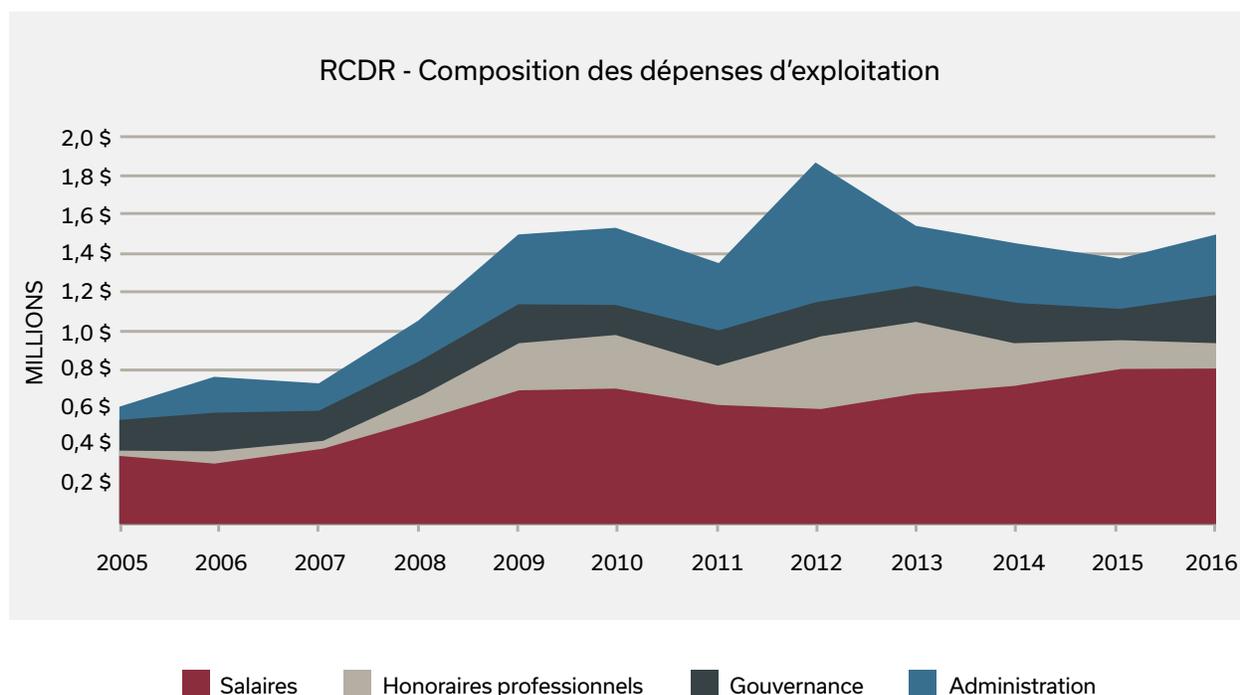
De même, le RCDR consacre la majeure partie de ses dépenses à l'achat de contenu numérique octroyé sous licence. Comme on peut le voir ci dessous, les opérations – y compris l'administration, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels et la gouvernance – représentent 1,49 million de dollars ou 1,31 % des dépenses du RCDR. L'organisation s'efforce de mettre à profit ses activités avec efficacité afin de répondre à ses membres et d'atteindre ses objectifs stratégiques.



Près de 99 %, ou plus de 110 M\$, des dépenses pour l'exercice 2015-2016 correspondent à des frais liés à l'octroi de licences sur le contenu numérique. Le reste sert aux activités organisationnelles du RCDR, y compris les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels, la gouvernance et l'administration.

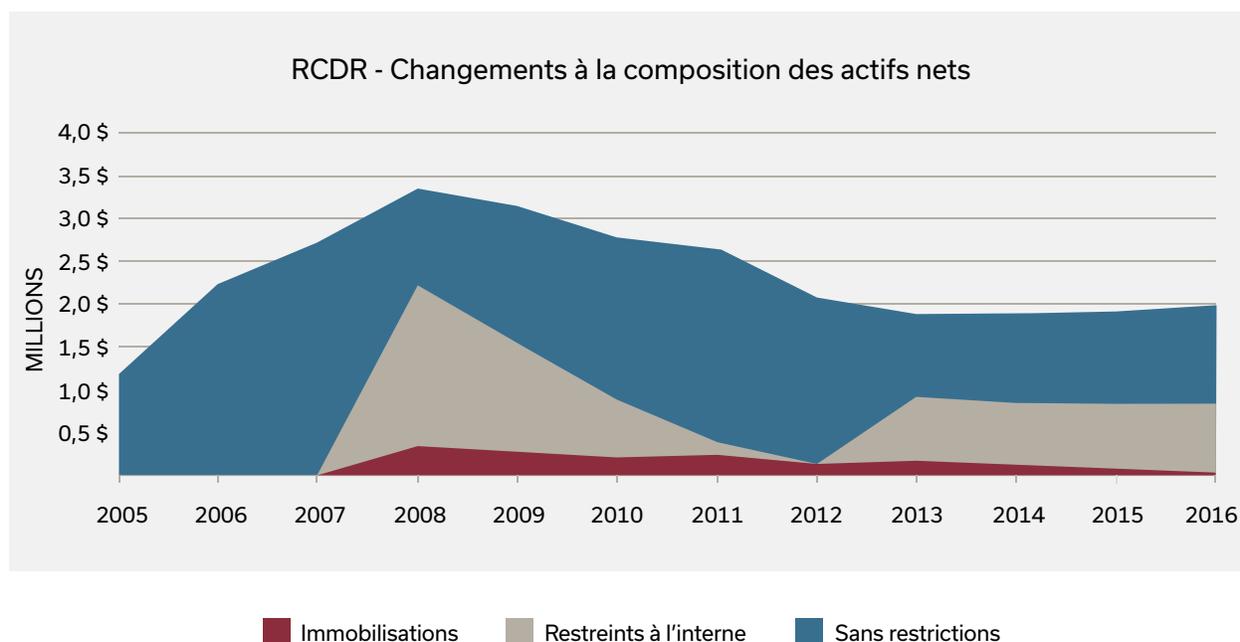
Les chiffres sont tirés des états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 mars 2016.

Expenditures



La composition des dépenses du RCDR a également évolué au fil du temps. Les frais relatifs au personnel et aux entrepreneurs se sont stabilisés au cours des trois dernières années, tandis que les dépenses en frais d'entrepreneurs et honoraires professionnels (notamment les coûts pour la traduction, la vérification, la tenue de livres, les ressources humaines, les services juridiques et autres coûts de sous-traitance) ont connu des variations au fil du temps. Les dépenses de gouvernance sont liées aux déplacements, à la télécommunication et dépenses logistiques relatives au bon fonctionnement du Conseil d'administration, des comités et des groupes de travail du RCDR. L'administration comprend le loyer, l'amortissement, le matériel informatique et les logiciels, et les dépenses liées aux télécommunications et pour le bureau.

Rentabilité



Après avoir été constitué en société, en 2004, le RCDR a bénéficié du soutien et de l'aide de l'Université d'Ottawa, ainsi que d'une série d'excédents initiaux, qui ont permis à l'organisation d'accroître rapidement son solde d'actifs nets (la valeur nette cumulée de l'organisation). Les actifs nets cumulés ont été particulièrement essentiels pour gérer les demandes liées à la trésorerie du projet de l'Infrastructure de contenu numérique (ICN), mais également pour soutenir la croissance du programme de licences du RCDR et permettre sa transition vers une organisation autonome.

Au cours de l'exercice 2007-2008, l'organisation a emménagé dans de nouveaux bureaux et a capitalisé de manière importante les améliorations locatives. Pour la première fois, le RCDR a également restreint une partie de ses actifs nets, afin de tenir compte des montants de retenue considérables à recevoir par la Fondation canadienne pour l'innovation pour le projet de l'ICN.

De 2009 à 2013, les installations additionnelles et les coûts salariaux, en combinaison avec la baisse des possibilités de revenus de placements, ont forcé l'organisation à rendre une série de budgets déficitaires, ce qui s'est traduit par une diminution des actifs nets accumulés de l'organisation. Au cours de cette période, le RCDR a terminé le projet de l'ICN, officialisé et élargi le contenu de ses programmes, ainsi que remanié ses effectifs et ses installations.

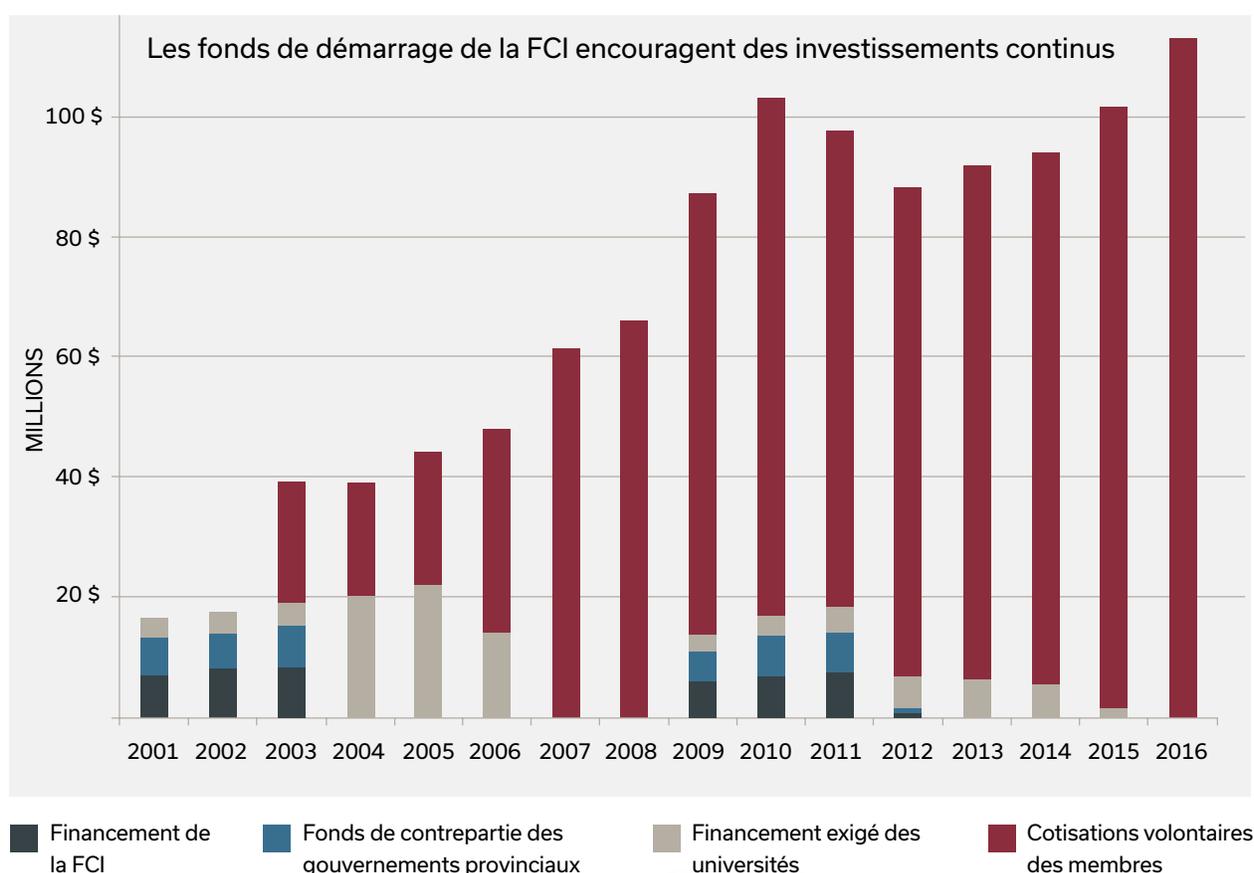
En 2011, le RCDR a adopté un modèle pluriannuel visant à faire diminuer les actifs nets au fil du temps tout en augmentant graduellement les frais d'adhésion d'une manière planifiée et prévisible.

Depuis 2013, conformément à sa politique sur le contrôle et la modification du budget, le RCDR réserve chaque année la moitié de son budget d'exploitation pour pouvoir répondre à tout scénario de fin d'exercice. Le solde des actifs nets du RCDR s'est stabilisé et a même connu une croissance graduelle pour chacune des trois dernières années.

Partenaires financiers

La Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) a été déterminante pour établir une infrastructure du savoir en collaboration à l'appui du mandat du RCDR, qui consiste à accroître l'accès au contenu de recherche numérique. En 2001, la FCI a investi 20 millions de dollars à l'appui du Projet canadien de licences de site nationales (PCLSN), et des gouvernements provinciaux et les établissements membres ont injecté 30 millions de plus en fonds de contrepartie. En 2009, la FCI a de nouveau investi 19,1 millions de dollars, et des gouvernements provinciaux et les établissements membres ont injecté 29 millions de plus en fonds de contrepartie.

Les membres du RCDR continuent de retirer de la valeur de leurs investissements dans le contenu de grande qualité, en profitant de modalités de licences avantageuses, ainsi que de possibilités de recherche interdisciplinaire et de recrutement de cerveaux.



Les chiffres sont tirés des états financiers vérifiés du RCDR.

L'investissement de départ de 6,2 millions de dollars fait par la FCI pour le Projet canadien de licences de site nationales (20 millions de dollars sur trois ans) en 2001 a atteint plus de 100 M\$ en 2013 grâce aux investissements des bailleurs de fonds provinciaux partenaires et des établissements membres. Parallèlement à l'augmentation régulière de la participation aux licences, les taux de change favorables et la faiblesse des coûts récurrents du projet de l'ICN ont réduit les coûts en 2012-2014, situation qui a fait volte-face en 2015 et en 2016. La période de maintien du projet de l'ICN a pris fin en 2015, lorsque 667 k\$ en besoins de financement des universités ont été dépensés. Ce graphique montre la valeur de l'achat par le consortium et l'effet multiplicateur produit par l'infrastructure de collaboration du RCDR.



États financiers résumés

TABLE DES MATIÈRES

- 1** **Rapport de l'auditeur indépendant des états financiers résumés**
- 2** **État de résumé de la situation financière**
- 3** **État résumé des revenus et des dépenses**
- 4** **Notes complémentaires résumées**

Rapport de l'auditeur indépendant des états financiers résumés

Aux membres du
Réseau canadien de documentation pour la recherche

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent l'état résumé de la situation financière au 31 mars 2016 et l'état résumé des revenus et des dépenses pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires résumées sont tirés des états financiers audités du Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) de l'exercice clos à cette date.

Nous avons émis une opinion sans réserve sur ces états financiers dans notre rapport daté du 20 juin 2016.

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif utilisées dans la préparation des états financiers audités du RCDR. La lecture des états financiers résumés ne saurait, par conséquent, se substituer à la lecture des états financiers audités du RCDR.

Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation des états financiers résumés se fondant sur les critères décrits dans la note 1 des états financiers résumés.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés, sur la base des procédures mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, *Missions visant la délivrance d'un rapport sur les états financiers résumés*.

Opinion

À notre avis, les états financiers résumés tirés des états financiers audités du RCDR au 31 mars 2016 constituent un résumé fidèle de ces états financiers résumés, selon les critères décrits dans la note 1.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Le 20 juin 2016

Réseau canadien de documentation pour la recherche

État résumé de la situation financière
au 31 mars 2016

	2016	2015
	\$	\$
Actif		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	17 411 662	10 920 594
Frais de licences et d'exploitation à recevoir	2 864 974	8 857 082
Sommes à recevoir de l'État	621 469	409 344
Licences payées d'avance	91 361 571	78 789 040
Autres frais payés d'avance	84 891	53 020
	112 344 567	99 029 080
Immobilisations corporelles	37 466	76 451
	112 382 033	99 105 531
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	18 998 037	18 088 057
Sommes à remettre à l'État	36 010	242 027
Revenus reportés relatifs aux frais de licences (note 3)	91 358 217	78 869 747
	110 392 264	97 199 831
Engagements (note 5)		
Actif net		
Investi en immobilisations corporelles	37 466	76 451
Affecté d'origine interne (note 4)	778 260	758 494
Non affecté	1 174 043	1 070 755
	1 989 769	1 905 700
	112 382 033	99 105 531

Au nom du Conseil d'administration


____ Administrateur


____ Administrateur

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

Réseau canadien de documentation pour la recherche

État résumé des revenus et des dépenses
de l'exercice clos le 31 mars 2016

	Budget 2016	2016	2015
	\$	\$	\$
	(non audité)		
Revenus			
Frais de licences	96 000 000	111 924 041	100 101 504
Frais de licences - Période de soutenabilité du projet de l'ICN	-	-	667 259
Frais d'exploitation	1 227 452	1 227 452	1 185 955
Intérêts	180 000	244 800	194 303
Autres	48 496	100 510	32 224
	97 455 948	113 496 803	102 181 245
Dépenses			
Frais de licences	96 000 000	111 924 041	100 101 504
Frais de licences - Période de soutenabilité du projet de l'ICN	-	-	667 259
Salaires et avantages sociaux	805 213	814 077	800 311
Honoraires professionnels	190 262	121 317	151 857
Assurances	7 488	7 133	7 087
Administration	201 775	233 512	188 417
Télécommunications	18 660	18 186	17 981
Réunions et conférences	115 950	127 430	83 911
Repas, déplacements et logements	131 511	126 682	77 684
Amortissement des immobilisations corporelles	46 128	40 356	43 047
	97 516 987	113 412 734	102 139 058
Excédent des revenus sur les dépenses	(61 039)	84 069	42 187

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

Réseau canadien de documentation pour la recherche

Notes complémentaires résumées

31 mars 2016

1. Méthode de présentation

Les états financiers résumés sont tirés des états financiers complets du Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. La liste complète des principales méthodes comptables se trouve dans les états financiers complets y compris les instruments financiers, la constatation des produits, les immobilisations corporelles et l'utilisation d'estimations.

2. Description des activités

Le RCDR a été constitué le 1^{er} avril 2004 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et continué en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif depuis le 8 novembre 2013. Sous la direction concertée de bibliothécaires, de chercheurs, d'administrateurs et autres parties prenantes, le RCDR fait l'acquisition du contenu et négocie des licences sur une grande échelle en vue de bâtir une infrastructure de connaissance et une capacité de recherche dans les universités canadiennes.

3. Revenus reportés relatifs aux frais de licences

Les revenus reportés se rapportent aux montants reçus ou à recevoir en provenance des membres pour les frais de licences des exercices subséquents. Chaque mois, le RCDR verse un montant égal au revenu des licences et aux dépenses correspondantes dans la période afférente :

	2016	2015
	\$	\$
Solde au début	78 869 747	69 052 210
Apports reçus au cours de l'exercice	124 412 511	109 919 041
Apports constatés comme revenus	(111 924 041)	(100 101 504)
Solde à la fin	91 358 217	78 869 747

4. Gestion du capital

RCDR gère son capital de façon à s'assurer que les ressources financières sont adéquates afin d'offrir les services aux membres. Le RCDR n'a pas de dette à court terme ni de dette à long terme.

RCDR a adopté une politique de gestion et de modification du budget afin de systématiquement évaluer les résultats financiers contre le budget et, si nécessaire, avertir le Comité des finances et d'audit et le Conseil d'administration des déviations.

Le RCDR utilise également une politique de gestion de son actif net afin d'assurer aux membres une gestion responsable des capitaux organisationnels détenus en leur nom. En particulier, la politique précise une limite minimale et maximale pour l'actif net non affecté, tandis que l'actif net affecté ne peut dépasser l'équivalent de la moitié du budget pour les opérations annuelles. Le Conseil d'administration a approuvé un transfert de 19 766 \$ (16 441 \$ en 2015) de l'actif net affecté à l'interne à l'actif net non affecté afin de respecter la politiques de l'actif net et d'assurer fonds suffisants pour couvrir les imprévus opérationnels.

5. Engagements

RCDR s'est engagé à louer des locaux jusqu'au 31 mars 2022 et à louer du matériel de bureau jusqu'en janvier 2019. Les versements minimums exigibles pour la durée des baux s'élèvent respectivement 738 239 \$ et 10 560 \$.

RCDR s'est engagé à dépenser 5 000 \$ par année (total de 25 000 \$) entre avril 2016 et mars 2021 afin d'héberger le site cndhi-ipnpc.ca. RCDR a payé d'avance le fournisseur d'hébergement et a enregistré la contrepartie de la subvention reçue pour le même montant dans les revenus différés.

RCDR s'est engagé à acquérir des licences (et un engagement correspondant de la part de ses membres d'utiliser ces licences) représentant 2 705 695 en dollars canadiens, 499 924 en livres sterling et 105 159 494 en dollars américains. Au 31 mars 2016, le RCDR s'est engagé à acquérir 23 447 860 \$ (13 892 766 \$ en 2015) en dollars américains et 4 021 livre sterling (nul livres sterling en 2015) de contrat à terme afin de régler au nom des membres les obligations liées aux licences.